

Partenariat UE-République du Congo

Février 2025



Paix et sécurité*

- Accroître les capacités des services répressifs et des organes judiciaires
- Renforcer la pêche légale
- Renforcer les capacités des architectures de sécurité maritime dans la région
- Lutter contre la criminalité transnationale et le terrorisme

Transport

- Nouvelles infrastructures de pêche et promotion de normes environnementales élevées dans le **port de Pointe-Noire**
- Soutenir la gouvernance internationale des océans ainsi que la sûreté et la sécurité portuaires
- Explorer la connectivité des transports sur et autour du **fleuve Congo** pour un corridor multimodal reliant **Pointe-Noire à Bangui (République centrafricaine)**
- Contribuer aux programmes régionaux de facilitation du commerce et des transports

Numérique

- Soutenir les formations répondant au marché du travail
- Mettre en place des systèmes nationaux de certification des compétences numériques
- Favoriser la gouvernance et les services en ligne pour les institutions publiques et les universités

Énergies renouvelables

Assurer un avenir énergétique fiable et durable, y compris dans les domaines de l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique, tout en stimulant la croissance économique et l'intégration régionale du pays grâce à :

- un appui institutionnel à l'agence de régulation du secteur de l'électricité pour la mise en place de concessions dans le secteur de l'énergie hydroélectrique
- des projets visant à élargir l'accès aux sources d'énergies renouvelables
- une formation professionnelle pour améliorer les compétences dans les secteurs des énergies renouvelables
- des investissements potentiels pour relier **Pointe-Noire à Kinshasa (RDC) et Cabinda (Angola)**
- l'élaboration d'un cadre juridique et réglementaire
- l'opérationnalisation des centres d'excellence
- l'assistance et le soutien aux institutions énergétiques régionales pour accélérer la mise en place du marché régional de l'électricité



Forêts

- Mise en œuvre du partenariat forestier UE-Congo
- Améliorer la gouvernance
- Promouvoir des pratiques durables et les investissements du secteur privé
- Promouvoir des pratiques agricoles durables et la valorisation des déchets de bois
- Plaider en faveur de la protection et de la gestion durable de la biodiversité
- Projets de conservation dans les **parcs nationaux de Conkouati-Douli, Nouabalé-Ndoki et Odzala-Kokoua**
- Renforcement des capacités pour la promotion et la protection des droits des peuples autochtones
- Soutenir les formations professionnelles
- Favoriser le développement de l'industrie de l'écotourisme

Démocratie et droits de l'homme*

- Renforcer les capacités de la société civile et des médias
- Soutenir l'égalité de genre et lutter contre la violence à l'égard des femmes
- Promouvoir les droits de l'enfant
- Stimuler la participation des jeunes
- Améliorer la situation des personnes handicapées
- Professionnalisation de la police et initiatives de commissariats pilotes

Villes résilientes au changement climatique et diversification économique

- Investir dans le drainage et le contrôle de l'érosion, l'eau et l'assainissement, la recherche, l'utilisation durable des terres et les chaînes de valeur intelligentes dans les villes de **Nkayi et Owando** et dans les zones rurales des régions du Nord et du Sud-Est
- Faciliter le développement de la production végétale, de l'élevage, de la pêche continentale et de la pisciculture
- Offrir une formation professionnelle dans des secteurs clés de la diversification, notamment aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables de la population
- Renforcer l'écosystème pour soutenir le développement du secteur privé
- Améliorer l'accès des entreprises au financement et aux marchés nationaux et internationaux

* Ce domaine est en dehors de « Global Gateway » mais complète l'engagement pris en vertu de ce dernier.
 Ces résultats donnent un aperçu des principaux domaines d'action de l'UE dans le pays partenaire, en poursuivant une approche Équipe Europe.
 Les frontières et noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Union européenne.
 Source : Commission européenne – Eurostat/GISCO